

ASSOCIATION DES DAMES DE LA PROVIDENCE

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

Siège social :

59 boulevard de Pont de Vivaux
13010 MARSEILLE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023



2, Rue Mahatma Gandhi
13090 AIX-EN-PROVENCE

Société de Commissaires aux comptes membre de la Compagnie d'Aix-Bastia

ASSOCIATION DES DAMES DE LA PROVIDENCE

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

Siège social :

59 boulevard de Pont de Vivaux
13010 MARSEILLE

RAPPORT DU COMMISSAIRE SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

A l'Assemblée Générale de l'ASSOCIATION DES DAMES DE LA PROVIDENCE,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ASSOCIATION DES DAMES DE LA PROVIDENCE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants :

- Les résultats des activités conventionnées ont un caractère provisoire dans l'attente des décisions des autorités de tarification : l'annexe détaille ces résultats excédentaires pour certaines activités et déficitaires pour d'autres,
- Les résultats des activités non conventionnées (gestion patrimoniale et activités non conventionnées) sont arrêtés par le Conseil d'administration qui en propose l'affectation.

Par ailleurs, nous vous précisons que nos contrôles ne s'étendent pas aux comptes administratifs de vos services présentés aux administrations de tarification et ne concernent pas le bilan et le compte de résultat de chacun d'eux.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration, et dans les autres documents adressés aux Membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Aix-en-Provence, le 7 juin 2024



ACN AUDIT,
Alain CERAULO
Commissaire aux Comptes associé

Bilan Actif

		31/12/2023			31/12/2022
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	20 907	20 907		
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	2 709 337		2 709 337	2 658 390
	Constructions	13 539 060	5 223 298	8 315 762	8 508 391
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	255 064	202 982	52 082	50 444
	Autres immobilisations corporelles	4 190 787	1 848 405	2 342 383	2 396 450
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés	183 325		183 325	183 325
	Prêts	45 766		45 766	19 421
	Autres immobilisations financières	44 148		44 148	49 427
TOTAL (I)		20 988 395	7 295 592	13 692 803	13 865 848
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes	17 494		17 494	2 524
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	135 262		135 262	243 122
	Créances reçues par legs ou donations				
COMPTES DE REGULARISATION	Autres créances	82 237	6 764	75 473	756 393
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	2 471 557		2 471 557	932 193
	DISPONIBILITES	3 054 759		3 054 759	4 282 041
	Charges constatées d'avance	24 335		24 335	22 261
	TOTAL (II)	5 785 643	6 764	5 778 879	6 238 535
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
	TOTAL ACTIF (I à V)	26 774 038	7 302 356	19 471 682	20 104 383
	(1) dont droit au bail				
	(2) dont à moins d'un an			89 914	68 848
	(3) dont à plus d'un an				

Bilan Passif

		31/12/2023	31/12/2022
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	826 865	826 865
	Fonds propres complémentaires	141 514	141 514
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité	9 722 531	9 651 301
	Autres		
	Report à nouveau	(464 093)	(455 212)
	Report à nouveau sous contrôle de tiers financeurs	1 009 489	1 122 537
	Excédent ou déficit de l'exercice	(375 453)	(59 297)
Total des fonds propres (situation nette)		10 860 853	11 227 708
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	10 000	10 000
	Provisions réglementées	142 988	130 916
	Total des autres fonds propres	152 988	140 916
Total des fonds propres		11 013 841	11 368 623
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Fonds dédiés sur concours publics		
Total des fonds reportés et dédiés			
Provisions	Provisions pour risques	62 484	71 292
	Provisions pour charges	369 843	542 745
	Total des provisions	432 327	614 038
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	6 198 397	5 891 238
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	310 756	552 458
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	1 435 377	1 514 141
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		26 751
	Autres dettes	78 979	134 805
	Produits constatés d'avance	2 006	2 330
	Total des dettes	8 025 514	8 121 722
	Ecart de conversion passif		
TOTAL PASSIF		19 471 682	20 104 383
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		(375 453,45)	(59 297,37)
(1) Dont à moins d'un an			
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		14 556	

Compte de Résultat ^{1/2}

		31/12/2023	31/12/2022
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations		
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	27 519	30 457
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	12 955 397	12 248 181
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	68 936	211 821
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	278 619	61 959
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	154 104	102 754
Total des produits d'exploitation		13 484 575	12 655 172
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		57
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	2 797 753	2 432 067
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	813 359	745 661
	Salaires et traitements	6 464 974	6 047 458
	Charges sociales	2 493 127	2 229 532
	Dotation aux amortissements et dépréciations	868 237	735 470
	Dotation aux provisions	59 800	140 917
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	304 357	327 285
Total des charges d'exploitation		13 801 607	12 658 449
RESULTAT D'EXPLOITATION		(317 032)	(3 276)

Compte de Résultat 2/2

		31/12/2023	31/12/2022
RESULTAT D'EXPLOITATION		(317 032)	(3 276)
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés		
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	29 880	4 931
	Total des produits financiers	29 880	4 931
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	83 803	69 585
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	1 294	175
	Total des charges financières	85 097	69 760
RESULTAT FINANCIER		(55 216)	(64 829)
RESULTAT COURANT avant impôts		(372 248)	(68 106)
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	6 861	9 449
	Sur opérations en capital	15 101	7 573
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	2 656	6 370
	Total des produits exceptionnels	24 618	23 392
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	3 295	790
	Sur opérations en capital	3 090	5 570
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	14 729	7 521
	Total des charges exceptionnelles	21 115	13 881
RESULTAT EXCEPTIONNEL		3 504	9 511
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices		6 709	703
TOTAL DES PRODUITS		13 539 074	12 683 495
TOTAL DES CHARGES		13 914 527	12 742 792
EXCÉDENT ou DÉFICIT		(375 453)	(59 297)
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL			

ASSOCIATION DES DAMES DE LA PROVIDENCE

Annexe au bilan de l'exercice clos le 31/12/2023, dont le total est de 19 471 682 euros, et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un déficit de 375 453 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes indiquées ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

1 - REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation : La continuité de l'exploitation est assurée.
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre : La permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre a été respectée.
- Indépendance des exercices

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'association applique le plan comptable conformément à l'arrêté du 22/12/2008 et concernant les établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L.312-1 du code de l'action sociale et des familles soumis au règlement ANC n°2018-06 et complété par le règlement ANC n°2019-04 du 8 novembre 2019.

Le règlement 2018-06 de l'ANC s'applique à compter des exercices ouverts le 1^{er} janvier 2020, et abroge ainsi le règlement CRC 1999-01.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

✓ Immobilisations corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, qui est composé du prix d'achat, majoré des frais accessoires et des frais d'acquisition.

Depuis le 1^{er} janvier 2005 :

- La réglementation comptable (PCG 1999, règlements 2002-10 et 2004-06) préconise de distinguer les éléments principaux des immobilisations possédées dès lors qu'ils représentent un élément substantiel de ces dernières. Il s'agit dans la pratique de mettre en œuvre une répartition de l'immobilisation par composants significatifs et d'amortir chaque composant selon sa durée de vie propre.

Compte tenu de la taille de l'Association, cette démarche est facultative pour les immobilisations corporelles autres que les immeubles, mais doit être mise en application de manière systématique et obligatoire pour les immeubles.

Nous avons pris pour référence la décomposition des lots de travaux tels que présentés par les architectes pour les immeubles suivants : Salon de Provence, Miramas, Martigues, Saint Eloi et Boet.

Concernant les autres constructions, il n'a pas été possible d'identifier la valeur des composants selon une méthode fiable. Il a donc été décidé d'affecter à chaque composant un pourcentage de la valeur brute. Ce pourcentage a été calculé à partir de la quote-part moyenne des lots composant la valeur brute des immeubles de Salon de Provence, Miramas, Martigues et Saint Eloi. L'immeuble de la rue Boet n'a pas été retenu comme élément de la moyenne car il présentait une ventilation de lots non significative.

Une fois la décomposition effectuée, nous avons procédé à une réallocation des valeurs nettes comptables. Un coefficient rapportant la valeur brute à la valeur nette comptable a alors été appliqué à chaque composant, permettant ainsi de ramener chaque composant à sa valeur nette comptable comme s'il avait été amorti depuis le début selon des taux anciennement pratiqués.

Par ailleurs, la réglementation impose de comptabiliser séparément la construction et le terrain sur lequel elle est édifiée. Pour les immeubles dont la valeur du terrain n'a pu être identifiée, nous avons retenu une base de calcul de 30 % de la valeur brute d'acquisition de la construction.

En conséquence, la valeur des différents terrains figure désormais distinctement à l'actif de l'Association.

Pour chaque immeuble, les composants ont ensuite été regroupés, en leur allouant des durées de vie établies en collaboration avec les responsables de l'Association

Le calcul des dotations a donc été fait sur les durées de vie restantes recalculées sur la base des nouvelles durées d'amortissement, sachant que les immeubles inscrits à l'actif sont amortis depuis leur date de mise en service.

Amortissements des composants des constructions

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie de chacun des composants de la construction. Cette durée d'amortissement est celle qui avait été décidée dès 2005, à savoir :

Structure	30 ans
Menuiseries extérieures	20 ans
Electricité	15 ans
Plomberie Sanitaires	10 ans
Aménagements	10 ans

✓ Participation, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement :

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du

montant de la différence. Ces valeurs représentent la garantie donnée en contrepartie de certains emprunts (voir autres informations spécifiques page 10).

✓ Créances :

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

2 - AUTRES INFORMATIONS SIGNIFICATIVES

PROVISION POUR CONGES A PAYER

Le changement de réglementation comptable applicable au 01/01/2007 (Avis du CNC n°2007-05 du 4 mai 2007) permet d'harmoniser les règles comptables entre associations, fondations d'une part et établissement sociaux et médico-sociaux qu'elles gèrent d'autre part.

Il est rappelé que les droits aux congés payés acquis au 31 décembre de l'année considérée et les dettes sociales et fiscales afférentes doivent obligatoirement être comptabilisés dans chaque établissement, car il s'agit de dettes certaines, principe adopté depuis l'exercice 2007.

COMPTE EPARGNE TEMPS

De même, le compte épargne temps constitue une dette certaine de l'association vis-à-vis des salariés, qui est comptabilisée en charges à payer.

Le compte épargne temps fait l'objet d'un versement à un organisme tiers.

La dette chargée au 31 décembre 2023 s'élève à 35 239 euros.

PROVISION POUR DEPART A LA RETRAITE

Le risque a fait l'objet d'une provision dans les comptes. Ce risque évalué suivant la méthode préconisée par l'Ordre des Experts-comptables s'élève à 369 843 euros.

A compter de l'année 2012, à la demande des autorités de contrôle en vue d'harmoniser les pratiques des établissements qu'ils tarifent (cf courrier du 26 mars 2012), la constitution des provisions relatives aux indemnités de départ à la retraite calculées antérieurement sur une durée de 5 ans a été ramenée à 3 ans avant le départ théorique des salariés

PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES

La provision pour risques de 62 484 euros concerne deux affaires prud'homales en cours.

Provision pour dépréciation des créances clients pour 6764€ au sujet des loyers non recouvrés sur l'association.

RESERVE DE TRESORERIE

Une provision pour réserve de trésorerie est possible, si elle a été allouée en budget, ou affectée pour un tiers en cas d'excédent de gestion, et autorisée par la tutelle. Aucune autorisation n'a été accordée pour l'exercice.

SUBVENTION C.I.L

Contrepartie de la rubrique prêt à 20 ans concernant la participation effort-construction dont le terme est 2036. La seule ressource financière de cet élément se trouvant dans le prix de journée, ce compte se soldera au fur et à mesure des remboursements par l'Action logement (anciennement CIL), par une incorporation dans un compte de produits du montant encaissé.

SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT

Les subventions d'équipement reçues avant le 1^{er} janvier 1998 ne font l'objet d'aucun amortissement annuel. Celles reçues après cette date sont traitées en fonction des dispositions légales.

RESULTATS

Les résultats, déficits ou excédents, figurant au passif des comptes annuels des établissements gérés par l'Association, sont conservés en attente de reprise éventuelle par les organismes de tutelle, lors de l'établissement des prix de journées au plus tôt en N+2.

PLUS-VALUES SUR CESSIONS D'IMMOBILISATIONS

Pour l'association la méthode appliquée est le régime général.

Pour les établissements :

✓ Immobilisations corporelles :

Les plus-values dégagées relatives aux cessions d'immobilisations corporelles font l'objet d'une écriture au compte de résultat par un compte de provision réglementée.

✓ Immobilisations financières :

Les plus-values dégagées par la trésorerie des établissements font l'objet d'une reprise par transfert au niveau des capitaux propres dans la rubrique Excédents d'investissements au moment de l'affectation du résultat.

NOTES SUR LE BILAN ACTIF :

ACTIF IMMOBILISE

Les mouvements de l'exercice sont les suivants :

Valeurs brutes	Etablissements	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immo. Incorporelles :		20 907	-	-	20 907
Logiciels	<i>Gestion propre</i>	20 907			20 907
Immo. Corporelles :		20 104 931	670 389	81 072	20 694 248
Terrains	<i>Gestion propre</i>	2 658 390	50 947		2 709 337
Constructions de bâtiments		13 237 069	301 991	-	13 539 060
	<i>Gestion propre</i>	13 237 069	271 021	-	13 508 089
	<i>Galipote</i>	-	30 971		30 971
Installations techniques, matériels ou outillages		245 574	25 370	15 879	255 064
	<i>Galipote</i>	14 292	1 189		15 481
	<i>Marcottes</i>	34 651	4 459		39 110
	<i>Canopée</i>	196 630	19 722	15 879	200 473
Installations générales		2 847 656	99 848	815	2 946 689
	<i>Gestion propre</i>	1 485 410			1 485 410
	<i>Galipote</i>	49 252	6 834		56 086
	<i>Marcottes</i>	787 611	8 008		795 618
	<i>Canopée</i>	525 383	85 006	815	609 574
Travaux de sécurité		113 856	8 486	-	122 342
	<i>Galipote</i>	-	8 486		8 486
	<i>Marcottes</i>	50 485			50 485
	<i>Canopée</i>	63 371			63 371
Matériel de transport		563 555	146 436	52 332	657 660
	<i>Siège administratif</i>	4	8 776	1	8 779
	<i>Galipote</i>	7 798	25 424	1	33 221
	<i>Marcottes</i>	211 461	60 678	20 517	251 621
	<i>Canopée</i>	344 292	51 558	31 813	364 038
Matériel de bureau et informatique		234 712	10 569	10 606	234 675
	<i>Siège administratif</i>	61 664	950		62 614
	<i>Galipote</i>	28 333	1 645		29 978
	<i>Marcottes</i>	38 402	2 446		40 848
	<i>Canopée</i>	106 312	5 529	10 606	101 235
Mobilier		204 119	26 741	1 439	229 421
	<i>Gestion propre</i>	-	530		530
	<i>Siège administratif</i>	1 573	240		1 813
	<i>Galipote</i>	11 879	7 596		19 474
	<i>Marcottes</i>	122 191	839	1 439	121 591
	<i>Canopée</i>	68 477	17 537		86 013
Immo. Financières :		252 173	29 288	8 222	273 239
Titres immobilisés		183 325	-	-	183 325
	<i>Gestion propre</i>	180 825			180 825
	<i>Siège administratif</i>	2 500			2 500
Prêt participation effort construction		19 421	26 345	-	45 766
	<i>Siège administratif</i>	19 421	26 345		45 766
Dépôts et cautionnements		49 427	2 943	8 222	44 148
	<i>Gestion propre</i>	21 967		4 437	17 529
	<i>Marcottes</i>	490		490	-
	<i>Galipote</i>	13 412	2 186	2 040	13 558
	<i>Canopée</i>	13 558	757	1 254	13 061
TOTAL		20 378 011	699 677	89 293	20 988 395

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE					
Valeurs brutes	A l'ouverture	Transfert	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immo. Incorporelles :	20 907				20 907
Immo. Corporelles :	20 104 932	-	670 389	81 072	20 694 249
<i>Construction</i>	15 895 459		352 938	-	16 248 397
<i>Immo. En cours</i>	-	-	-	-	-
<i>Autres immobilisations</i>	4 209 473		317 451	81 072	4 445 852
Immo. Financières :	252 173		29 288	8 222	273 239
TOTAL	20 378 011	-	699 677	89 293	20 988 395

ETAT DES CREANCES

ETAT DES CREANCES	Mt. Brut	à - 1 an	à + 1 an
Actif immobilisé	273 239		273 239
Actif circulant	234 993	234 993	
Charges constatées d'avance	24 335	24 335	
TOTAUX	532 567	259 328	273 239

Les charges constatées d'avance ne contiennent que des charges ordinaires liées à l'exploitation normale de l'association.

DONT PRODUITS A RECEVOIR :

MONTANT DES PRODUITS A RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Créances clients et comptes rattachés	133 407
Autres créances	
<i>Frs RRR A obtenir</i>	2 280
<i>Creance Fiscale - demande remboursement</i>	27 434
<i>Cred.deb.div.prod.à recevoir</i>	11 216
<i>Cred.deb.div.prod.à recevoir assurance</i>	2 310
TOTAL	176 647

NOTES SUR LE BILAN PASSIF :

FONDS DE DOTATION: sans changement

PROVISIONS

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
Provisions	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Provisions réglementées	130 916	14 729	2 656	142 988
Provisions pour risques et charges	614 038	59 800	241 511	432 327
Provisions pour dépréciation	-	6 764	-	6 764
TOTAL	744 954	81 293	244 167	582 080

ETAT DES DETTES

ETAT DES DETTES	Mt. Brut	à - 1 an	de 1 à 5	à + 5 ans
Emprunts & dettes sur établissements de crédit:	6 183 840	455 688	1 807 257	3 920 895
Fournisseurs & comptes rattachés	310 756	310 756		
Dettes fiscales & sociales	1 435 377	1 435 377		
Autres dettes	80 985	80 985		
TOTAUX	8 010 958	2 282 806	1 807 257	3 920 895

DONT CHARGES A PAYER

MONTANT DES CHARGES A PAYER INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit : intérêts courus sur emprunts	4 256
Dettes fournisseurs et comptes rattachés : factures non parvenues	104 872
Dettes fiscales et sociales :	
<i>Congés à payer</i>	386 770
<i>Brut CET</i>	21 621
<i>Autres charg.pers.à PAYER</i>	30 948
<i>Etat - TVA à décaisser</i>	191 375
<i>Prov.ch. soc.s/congés payés</i>	148 949
<i>Charges CET</i>	13 619
<i>C.A.P org.sociaux</i>	10 766
<i>Charges fiscales/congés</i>	43 335
<i>Etat charges à payer</i>	3 220
<i>Remb IND Prev DEXIA</i>	4 677
<i>Remb Formation</i>	1 400
<i>Banques interets courus</i>	285
TOTAL	966 093

AUTRES INFORMATIONS SIGNIFICATIVES :

OBJET SOCIAL :

L'association intitulée Association des Dames de la Providence, fondée à Marseille le 5 avril 1835 a été reconnue d'utilité publique par décret Présidentiel du 22 février 1872. Elle a pour but, dans le cadre des politiques en faveur de la protection de l'enfance et de la famille, de proposer une prise en charge et un accompagnement adaptés.

NATURE ET PERIMETRE DE L'ACTIVITE :

Ses moyens d'action sont :

- La gestion d'établissements et services concourant à la protection de l'enfance, de la jeunesse et de la famille.
- La création de structures répondant aux besoins de personnes en difficulté.
- L'expérimentation de réponses innovantes.

HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES :

HONORAIRES COMMISSAIRES AUX COMPTES	
Honoraires provisionnés 2023	39 780
Facture solde Mission 2022	1 320
TOTAL	41 100

En 2023, le montant des honoraires provisionnés au compte de résultat dans le cadre du contrôle légal des comptes annuels est de 39 780 euros.

LES EFFECTIFS :

EFFECTIF MOYEN		
Etablissements	Au 31/12/2023	
	Effectifs	Equivalents temps plein
Galipote	37	36,36
Les Marcottes	61	58,29
Siège administratif	9	8,80
Total association	219	213,69

Au 31/12/2023, l'effectif physique s'élève à 219 personnes représentant 213,69 Equivalents Temps Plein.

INFORMATION RELATIVES A LA REMUNERATION DES DIRIGEANTS

Les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants, au sens de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement associatif s'élèvent à 241 487 euros.

TABLEAU DE SUIVI DES FONDS PROPRES :

TABLEAU DE SUIVI DES FONDS PROPRES	Solde au début de l'exercice	Affectation du résultat N-1	Augmen- tations	Diminutions	Solde à la fin de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	968 379				968 379
Fonds propres avec droit de reprise					-
Ecart de réévaluation sur des biens sans droit de reprise					-
Ecart de réévaluation sur des biens avec droit de reprise					-
Réserves statutaires ou contractuelles					-
Réserves réglementées pour Projet de l'entité	9 651 301	71 230			9 722 531
Autres réserves					-
Report à nouveau	- 455 212		35 528	44 409	- 464 093
Report à nouveau des act sociales sous gestion contrl	1 122 537	68 889	314 332	496 268	1 009 489
Résultat de l'exercice	- 59 297	59 297	-	375 453	- 375 453
Situation nette					-
Fonds propres consommables					-
Subventions d'investissement	10 000				10 000
Provisions réglementées	130 916		14 729	2 656	142 988
Total	11 368 624		364 590	918 787	11 013 842

CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS :

CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS	UE	ETAT	COLL Terri,	CAF	Autres	Montant Fin Ex
Concours publics et subventions			12 955 397			12 955 397
Subvention d'exploitation					-	
Subvention d'investissements					-	
TOTAL	-	-	12 955 397	-	-	12 955 397

DETAIL DES VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT :

Les valeurs mobilières de placements inscrites en valeur brute à l'actif du bilan pour correspondent à :

INFORMATION SUR LES VMP	VALEUR
UNIFED EPAR. HORIZ	68 036
OPC ECOFI 23 CAPIT. GARANTI	85 711
OBLIGATIONS BPCE 1%	98 016
OBLIGATIONS BPCE 3,5%	500 000
CAT 24 MOIS	750 000
CAT36 MOIS	800 000
PARTS SOCIALES CREDIT COOPERATIF	169 794
TOTAL	2 471 557

ENGAGEMENTS DONNES

ETAT DES EMPRUNTS ET DES GARANTIES DONNEES

LIBELLE DES EMPRUNTS	VALEUR ORIGINE	CAPITAL RESTANT DU AU 31/12/23	ANNEE DERNIERE ECHEANCE	TAUX	GARANTIE AU 31/12/23
PASSERELLES	300 000	96 006	2028	4,55%	96 006
CADOLIVE 2	1 910 906	859 908	2030	1,75%	hypothèque + 19 261€
CHANTERELLES	885 000	615 813	2037	1,85%	Garantie CD 13 50% + 9 000€
La POMME	1 846 000	1 516 357	2039	1,45%	Garantie CD 13 50%
ROGNAC	3 240 000	3 091 500	2043	0,90%	Garantie CD 13 50%
TOTAL	8 714 020	6 179 584			

Les garanties données à hauteur de 272 736 euros sont représentées par des valeurs mobilières de placement, des fonds de garantie et figurent à l'actif du bilan dans la rubrique immobilisations financières.

Hypothèques données pour garantir les emprunts contractés lors des constructions :

- ✓ A hauteur de 1 910 906 euros sur la structure Cadolive en deuxième rang le premier rang n'étant plus causé du fait du remboursement anticipé de l'emprunt antérieur.

ENGAGEMENTS RECUS

Néant